

Archives

Alerte sociale

jeudi 23 décembre 2004

La France atteint aujourd'hui le seuil d'alerte sociale. Le baromètre édité par le réseau d'alerte sur les inégalités, le BIP 40, montre que si celles-ci ont baissé entre 1970 et 1974, elles ne cessent de croître depuis 1975, malgré des périodes de forte croissance monétaire. Ainsi, la vie a bien peu changé, si ce n'est en pire, malgré le slogan du Parti socialiste de 1981, et la fracture sociale s'est élargie, en dépit de sa dénonciation par Jacques Chirac en 1995 !

Le chômage est passé de 8,3% de la population en 1982 à 10% actuellement, et la précarité dans le travail n'a jamais été aussi grande : en 2003, intérim, contrats à durée déterminée, temps partiel, apprentissage concernaient, selon l'INSEE, 2,36 millions de Français, soit presque quatre fois plus qu'en 1983. Près de 20% de la population active française est soit à la recherche d'un emploi, soit dans une situation professionnelle très instable. L'ensemble du réseau associatif, des Restos du cœur à Médecins du monde, a vu son activité croître de 10% par an. Si l'on tient compte de l'état réel des fortunes, les pauvres représentent 10% de la population (6 millions de personnes) et il y a plus d'un million d'enfants vivant sous le seuil de pauvreté.

Quant aux riches, ils deviennent de plus en plus riches. Les inégalités se multiplient dans les domaines de la santé, de l'éducation, du logement et des loisirs. Bien qu'il existe très peu - est-ce un hasard ? - de travaux officiels sur le patrimoine privé des Français, l'on sait que le nombre de personnes soumises à l'impôt sur la fortune (ISF) est passé en dix ans de 163 215 à 299 656 en 2003. Les chefs d'entreprise du CAC 40 viennent pour leur part de s'augmenter de 10,6%, alors que nos patrons sont déjà les mieux payés d'Europe.

Et que disent les « penseurs » proches du gouvernement actuel ? M. Camdessus, qu'il faut bloquer le SMIC pour permettre aux patrons de créer des emplois, M. Barre, qu'il faut abandonner l'ISF, M. Dutreil, ministre de la Fonction publique, qu'il ne faut pas compenser la perte de pouvoir d'achat des fonctionnaires mais les rémunérer au mérite et n'en remplacer qu'un sur deux, M. Borloo, ministre de la Cohésion sociale, qu'il faut encourager les Français des classes moyennes à payer les « moins favorisés » pour des « petits boulots ».

Tous en chœur proclament, comme Hervé Gaymard, qu'il faut réduire les dépenses publiques et que « trop d'impôt tue l'emploi ». En un mot, plus de péréquation, plus de réduction des inégalités dont les dépenses publiques sont le moyen, plus d'investissements publics à la base de toute grande politique industrielle, mais la pompe à phynances du père Ubu. Et la mort du service public, au sein d'une Union européenne où la commissaire à la Concurrence, Neelie Kroes, a eu des liens avec une cinquantaine des plus grosses multinationales.

Ainsi se met en place un nouveau féodalisme. Ce n'est pas l'opposé du système des néo-conservateurs américains, mais sa version européenne. C'est contre elle que nous nous battons.
